

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions
- TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/ Noyau 0A1
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

Revision to a Request for a Standing Offer

Révision à une demande d'offre à commandes

National Master Standing Offer (NMSO)

Offre à commandes principale et nationale (OCPN)

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Offer remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'offre demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Cette demande d'offres à commandes comprend des dispositions en matière de sécurité.
This Request for Standing Offers includes provisions for security.

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Linguistic Services Division / Division des services
linguistiques
PSBID, PWGSC / DIASP,TPSGC
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
10C1/Place du Portage, Phase III
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet FULL-TIME/PART-TIME INDIVIDUAL TRAI		
Solicitation No. - N° de l'invitation EN578-093429/E		Date 2012-11-27
Client Reference No. - N° de référence du client 20093429		Amendment No. - N° modif. 003
File No. - N° de dossier 505zf.EN578-093429	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZF-505-25053		
Date of Original Request for Standing Offer Date de la demande de l'offre à commandes originale		2012-10-31
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-01-08		Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Bélair, Christine		Buyer Id - Id de l'acheteur 505zf
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-7018 ()		FAX No. - N° de FAX (819) 956-2675
Delivery Required - Livraison exigée		
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:		
Security - Sécurité This revision does not change the security requirements of the Offer. Cette révision ne change pas les besoins en matière de sécurité de la présente offre.		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Acknowledgement copy required Accusé de réception requis	Yes - Oui <input type="checkbox"/>	No - Non <input type="checkbox"/>
The Offeror hereby acknowledges this revision to its Offer. Le proposant constate, par la présente, cette révision à son offre.		
Signature	Date	
Name and title of person authorized to sign on behalf of offeror. (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du proposant. (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)		
For the Minister - Pour le Ministre		

La présente modification à la Demande d'offres (DOC) à commandes vise à :**PARTIE A: répondre aux questions des soumissionnaires****PARTIE B: modifier la Demande d'offres à commandes.****B-1: modifications de la DOC EN578-093429/C****B-2: modifications de la DOC EN578-093429/D****B-3: modifications de la DOC EN578-093429/E**

NOTE AUX OFFRANTS POTENTIELS: Les questions reçues des offrants potentiels sont regroupées dans un même document intitulé "Modification à la demande d'offres à commandes" afin d'éviter toute omission ou toutes erreurs potentielles entre les trois Demandes d'offres à commandes. Les offrants qui ne désirent pas soumettre une offre pour plus d'un champs de travail ou plus d'une Demande d'offres à commandes doivent tenir compte des questions qui s'appliquent uniquement à leur(s) champ(s) de travail ou Demande(s) d'offres à commandes pour lequel(s) ils désirent présenter une offre. Les questions qui ne précisent pas un numéro de demande d'offres à commandes particulier s'adressent à toutes les Demandes d'offres à commandes, c'est à dire: EN578-093429/C, EN578-093429/D et EN578-093429/E.

PARTIE A - QUESTIONS ET RÉPONSES**Question 38**

Ce n'est pas possible de proposer un conseiller substitut pour 3 conseillers principaux car les exigences des critères cotés sont différentes dépendant des champs.

Exemple : Pour les cours de groupes temps plein C au TC 2.2.2 Le conseiller (prof) doit avoir de l'expérience en cours de GROUPES à temps plein et pour la formation individuelle E au TC 2.2.2, le conseiller (prof) doit avoir de l'expérience en formation INDIVIDUELLE.

Réponse 38

Dans la mesure où le conseiller pédagogique substitut proposé satisfait au critère technique obligatoire 2.3 pour chacun des champs pour lequel il présente une offre, il est possible de le proposer pour ces champs.

Dans l'exemple fourni pour le critère technique coté TC 2.2.2 de la DOC EN578-093429/C et EN578-093429/E, des points seront attribués au professeur en fonction de l'expérience démontrée pour répondre aux exigences de chacun des critères d'évaluation et pour chacun des champs de travail pour lequel une offre est présentée. Le conseiller proposé pourrait donc se voir attribuer un nombre de points différent dans l'offre présentée en réponse à la DOC EN578-093429/C champ de travail 1 et/ou 2 et en réponse à la DOC EN578-093429/E champ de travail 7 et/ou 8.

Question 39**Cette question s'adresse à la DOC EN578-093429/E**

Pour les cours privés temps partiel, champ 9A, pouvez-vous confirmer que la capacité minimale exigée pour présenter une offre est de 100 apprenants (20 salles) car dans votre exemple, vous mentionnez 50 apprenants.

Si c'est bien 100, doit-on avoir 20 salles de classe disponibles même si les cours se donnent chez l'offrant ET en institution ?

Réponse 39

La capacité minimale exigée pour le champ 9 A est bien de 100 apprenants, donc pour répondre au critère TO1, point 2-Quantité de salles de classes offertes pour ce champ de travail, l'offrant doit avoir 1/5 c'est à dire, 20 salles de classe.

Question 40

Cette question s'adresse à la DOC EN578-093429/D et EN578-093429/E

Est-ce qu'une école située dans le centre d'Ottawa-Gatineau (territoire décrit dans 3A et 9A) peut se présenter pour les champs 3 B (au lieu de 3 A) ou 9 B (au lieu de 9A) ?

Réponse 40

Nous présumons que la question s'adresse aux champs de travail chez l'offrant. L'offrant peut présenter une offre pour tous les champs à condition qu'il a des installations dans le territoire défini dans chacun des champs de travail respectif.

Dans l'exemple de la question 40, pour le champ de travail 3 B et/ou 9B, un offrant peut présenter une offre pour le champ de travail 3B et/ou 9B seulement s'il a des installations dans le territoire défini au champs de travail 3B et/ou 9B, c'est à dire, à l'intérieur d'un rayon de 10 km du milieu de la rivière derrière la bibliothèque du Parlement, rue Wellington, Ottawa, Ontario, du côté de l'Outaouais, province du Québec à l'exception du territoire prédéfini du champs 3A et/ou 9A selon le cas.

Quesiton 41

L'expérience de l'éducation aux adultes acquise à l'extérieur du Canada avant l'an 2000, mais dans le même contexte que l'enseignement du français et/ou d'anglais aux adultes dans une institution reconnue qui existe actuellement au Canada et dans un pays étranger où ladite expérience a été acquise, est-ce qu'une telle expérience acquise par un organisme qui soumissionne est considérée comme ayant satisfait au critère de l'année 2000? Il n'y a rien nulle part qui dit non.

Réponse 41

Nous présumons que votre question s'adresse au TC 1.1. Seule l'expérience acquise depuis janvier 2000 sera considérée.

Question 42

Si une personne offre les services de formation linguistique individuelle, en français et en anglais avant l'an 2000 et que cette personne soumissionne maintenant en tant que fournisseur de services enregistré (non incorporé), est-ce que l'expérience acquise avant l'an 2000, lorsque ladite personne a agi en tant qu'individu, peut être considérée comme ayant satisfait le critère de l'an 2000 ?

Réponse 42

Si votre question s'adresse au critère TC 1.1: Seule l'expérience acquise depuis janvier 2000 sera considérée.

Si votre question s'adresse au critère TC 2.1.3: Oui, l'expérience acquise avant janvier 2000 sera considérée si elle répond au critère 2.1.3. Toutefois, l'offrant doit démontrer que le propriétaire du fournisseur de services enregistré est la même personne qui travaillait à titre individuel avant 2000.

Question 43

Il ya trois sollicitations 578-093429 / C

- 093429 / D

- 093429 / E

Les prestataires de services peuvent soumissionner pour un ou pour tous les champs en même temps. Notre question est avec les conseillers pédagogiques. Nous prenons pour acquis que la sollicitation C / D / E sont différentes et qu'il est possible qu'un fournisseur de services peut soumissionner pour tous les champs et fini par gagner une seule d'entre elles. Notre question est, si un fournisseur de services soumissionne pour un champ spécifique et utilise, par exemple, M. X et M. B comme conseiller pédagogique principal et conseiller pédagogique substitut pour ce champ, et-ce que ce prestataire de service peut utiliser M. X et B pour cette même capacité dans un autre champ et dans une autre sollicitation ayant un numéro différent? Si nous ne pouvons pas, nous nous demandons pourquoi car il n'y a aucune garantie que le soumissionnaire gagnera les trois champs où M. X et B sont les conseillers pédagogiques.

Réponse 43

Nous présumons que M. X est proposé comme conseiller pédagogique principal et M. B comme conseiller pédagogique substitut au TO2.

Oui, un même conseiller pédagogique principal et substitut peut être proposé pour plus d'un champ de travail si les ratios indiqués dans le TO2 sont respectés.

Question 44

Cette question s'adresse à la DOC EN578-093429/E

TC2.1.2 Conseiller substitut

Est-ce qu'un enseignant qui a plus de 8,000 heures en enseignement de GROUPE à temps plein peut se qualifier pour gérer de la formation individuelle? Si oui, pouvez-vous l'ajouter car le critère mentionne seulement formation INDIVIDUELLE.

Réponse 44

Oui car le critère technique obligatoire accepte l'un et/ou l'autre (formation de groupe et/ou individuelle). Toutefois, le critère technique coté donne des points uniquement pour l'expérience en formation individuelle à temps plein. Aucun point minimum n'est exigé au TC2.1.2.

Question 45

Pour le champ de travail 7 - Formation linguistique individuelle a temps plein en français chez l'offrant ou en institution fédérale, vous indiquez qu'un offrant doit avoir une capacité minimale de 10 apprenants. Y-a-t-il une capacité maximale pour le nombre d'apprenants?

Réponse 45

Non, aucune.

Question 46

Pour les champs de travail 7, 8, 9 a,b,c,d et 10, pouvez- vous confirmer que vous désirez un même prix pour les cours dans les Locaux de l'offrant et en institution fédérale?

Réponse 46

L'offrant a le choix de soumettre les mêmes taux ou des taux différents pour chaque champs de travail pour lequel il soumet une offre et les mêmes taux ou des taux différentes pour chaque lieu de formation, c.à.d., un taux pour la formation donnée dans les locaux de l'offrant et un taux pour la formation donnée en institution fédérale.

Question 47

À la lumière des informations contractuelles rendues publiques au cours de la dernière année, il apparait clairement que les écoles de langues du secteur privé de l'industrie des langues se livrent au sein de la RCN une compétition féroce au niveau de la tarification horaire, pour ne pas dire inadmissible. Inadmissible car, lorsqu'on parle d'offrir une formation linguistique professionnelle destinée aux employés de la fonction publique du Canada et que ce taux horaire avoisine les 30\$ de l'heure, on ne peut que s'interroger sur la qualité du service offert, sur le taux salarial pratiqué pour payer les professeurs de langues, sur la qualité des infrastructures d'accueil de la formation par exemple.

Des questions se posent également sur les contrôles de qualité effectué par l'organisation cliente (vérification de l'expertise du professeur, qualité du matériel mobilier, etc.), sur le respect de certaines clauses uniformisées d'achat dans certaines soumissions (ex. : garantie de capacité financière de l'offrant à gérer des contrats de plusieurs millions qui dépassent largement son budget, etc.).

Mais cette compétition tarifaire est aussi liée à l'utilisation de la clause « du plus bas prix » et ce, parfois sans aucune autre considération technique de qualité cotée (ex.: appel d'offres 24062-120135/A pour l'acheteur Conseil du Trésor).

Dans le Rapport de Vérification interne du Programme de formation et de maintien linguistiques de l'École de la fonction publique du Canada déposé le 1er mai 2012, la question de la qualité de la formation linguistique est fondamentale et omniprésente. À l'instar de la présentation du Directeur Principal de l'approvisionnement en services professionnels de TPSGC lors de la rencontre avec l'AILIA, le 7 mai qui insistait sur une qualité de services à préserver, tous les experts savent que la qualité d'un service de formation linguistique à un prix...et certainement pas avoisinant les 30\$ de l'heure....Et l'EFPC le sait bien car dans ce même rapport, l'EFPC, véritable porte-étendard de la qualité, allait faire encore un déficit pour la troisième année consécutive en 2012-2013 selon la Projection de la position financière de l'École concernant la formation et le maintien linguistiques en fonction de la poursuite de la prestation directe (déficits de 2.7 millions en 2010-2011; 5.2 millions en 2011-2012; et une projection à 6.9 millions en 2012-2013).

a)Considérant tous ces points et toutes ces observations documentées, et en particulier ces pratiques tarifaires douteuses et cette problématique de leadership en matière de rapport qualité/prix qui dépasse

largement le pointage attribué « à un stationnement gratuit », comment TPSGC/EFPC compte s'y prendre pour s'assurer, en même temps dans les 16 champs, de la qualité réelle des services proposés par les offrants, de leurs capacités réelles financières, humaines et logistiques à soutenir de tels mandats de prestations et de qualité ?

b) Quels sont les outils et les moyens qui permettront à TPSGC/EFPC de réguler, de contrôler et d'évaluer la qualité des services offerts et ce, sur une base régulière et fréquente ?

c) Est-ce que TPSGC et l'EFPC considèrent qu'une formation professionnelle à 30 ou 32 \$ de l'heure est une formation professionnelle ?

d) Si, tel qu'indiqué dans ces offres à commandes, TPSGC/EFPC reconnaît qu'un professeur de langues expérimenté doit présenter au minimum une expérience de 500 heures d'enseignement et que ces mêmes professeurs gagnent entre 15 et 18\$ de l'heure car l'offrant veut soumissionner à 30 \$ de l'heure, que doit-on dire aux anciens professeurs de l'EFPC qui ont été débauchés en janvier 2012 et qui aujourd'hui ne comprennent pas pourquoi les écoles privées ne peuvent leur offrir des salaires compétitifs à ce qu'ils gagnaient à l'EFPC...et ce même s'ils comprennent la politique concurrentielle du plus bas prix ?

Réponse 47

a) La méthode de sélection des offres sera effectuée sur le prix évalué le plus bas par point, c'est à dire le prix évalué divisé par la note globale que l'offre aura obtenu pour l'ensemble des critères techniques cotés détaillés dans la pièce jointe 1 de la Partie 4.

Les critères d'évaluation ont été définis basés sur les besoins des ministères et de leurs ressources. Selon TPSGC, la méthode de sélection décrite dans les DOC représente le meilleur équilibre pour obtenir une formation de qualité à un prix compétitif.

Quant à la capacité financière des offrants potentiels, nous vous référons à la clause 10 - Capacité juridique des instructions uniformisées 2006 et à l'article 1. Capacité financière de la Partie 6 - Exigences financières de la DOC où il est clairement mentionné que l'entrepreneur doit avoir la capacité financière nécessaire pour répondre à ce besoin.

Finalement pour ce qui a trait aux capacités réelles humaines et logistiques à soutenir de tels mandats de prestations et de qualité, nous sommes convaincus que les critères d'évaluation ainsi rédigés nous permettra (TPSGC et l'EFPC) d'effectuer des vérifications régulières afin de s'assurer que ces exigences soient maintenues tout au long de la durée des offres à commandes.

b) Le respect des exigences de l'Énoncé des travaux sera vérifié par le responsable technique régulièrement.

c) Ces Demandes d'offres à commandes publiques doivent être traitées comme étant un processus transparent, juste, équitable et compétitif. Tous les fournisseurs de formation linguistique sont invités à fournir des prix compétitifs en tenant compte des clauses et conditions ainsi que des besoins définis dans les DOC.

d) Voir réponse précédente.

Question 48

Cette question s'adresse à la DOC EN578-093429/C et EN578-093429/E pour les champs de travail dans les locaux de l'offrant.

Conformément à l'exigence de l'accès à un ordinateur dans chaque salle alloué au projet de formation linguistique subséquente, nous avons prévu de vous soumettre la question de savoir si l'on ne pourrait satisfaire à cette exigence qu'une fois le contrat octroyé.

Notre institution possède en effet une salle d'ordinateurs disponible à toute notre clientèle mais nous n'assignons pas actuellement d'ordinateurs individuels.

Toutefois, il nous est très facile d'équiper tous les bureaux d'un ordinateur en 48 h.

Réponse 48

Oui, toutefois si l'offrant indique dans son offre qu'un certain nombre de salles de classe sont équipées d'un ordinateur par apprenant pour répondre au critère technique coté TC 3.1 du ou des champs de travail pour lesquels il soumet une offre, il devra respecter le nombre de salles équipées d'ordinateurs qu'il aura indiqué dans son offre tout au long de la durée de l'offres à commandes.

Après la fermeture des Demandes d'offres à commandes, il sera impossible pour l'offrant de modifier la base de paiement afin d'ajouter les coûts reliés à l'acquisition d'équipements informatiques ou tout autre équipement ou matériel qu'il aura identifié dans son offre pour répondre aux critères d'évaluation techniques en réponse à la (aux) demande(s) d'offres à commandes.

Question 49

Formulaire d'évaluation du cours en ligne

Comptez-vous modifier le " Questionnaire de satisfaction " en tenant compte du fait que, puisque vous éliminez ou modifiez plusieurs exigences telles : impression du matériel didactique, ameublement, accès à des cuisines, etc., les écoles seront la cible des critiques des apprenants alors que c'est la décision de TPSGC d'apporter ces modifications.

Le Secteur privé en sera tenu responsable encore une fois et ses services seront comparés à ceux offerts autrefois par l'ÉFPC (qualité des installations pour les cours).

Réponse 49

Oui, le questionnaire de satisfaction a été modifié en tenant compte des nouvelles exigences.

Question 50

Critères techniques cotés - Expérience démontrée de l'offrant et des conseillers pédagogiques
Vous exigez, afin d'obtenir les points les plus élevés, que l'expérience de l'offrant et des conseillers pédagogiques ait été acquise en utilisant les programmes de l'ÉFPC (PFL2 A-B et C et CEWP).
Il existe cependant un programme équivalent, utilisé auprès des membres des Forces canadiennes : Il s'agit du CFFC - Curriculum de français des forces canadiennes et du CFEC - Canadian Forces English Curriculum.

Les CFFC et CFEC (nouvellement révisé) ont été élaborés selon le modèle axé sur le rendement en réponse à des besoins opérationnels des Forces canadiennes et reposent sur l'application de l'approche communicative à la formation et de l'andragogie.

Les niveaux de compétence visés sont les mêmes que ceux des PFL2 et CEWP et les membres des Forces canadiennes, eux aussi employés de l'État doivent atteindre les mêmes profils linguistiques que les fonctionnaires fédéraux et subir l'ÉLS ou le SLE. Ces programmes avaient été reconnus comme équivalents au PFL2 et CEWP lors d'appels d'offres précédents de l'ÉFPC.

Pouvez-vous accepter l'utilisation de ces méthodes qui sont reconnues comme aptes à préparer adéquatement les fonctionnaires fédéraux à l'ÉLS pour démontrer l'expérience de l'offrant et de ses conseillers pédagogiques?

Réponse 50

Non, seul les programmes de l'ÉFPC (PFL2 A-B et C et CEWP) seront utilisés pour offrir la formation linguistique dans le cadre de ces DOC. L'offrant peut toutefois utiliser des activités supplémentaires pour compléter et enrichir celles de l'École.

Pour fin d'évaluation, TPSGC reconnaîtra le CFFC et le CFEC comme étant " tout autre programme d'enseignement de langue aux adultes " dans le cadre de ces DOC.

Question 51

Cette question s'adresse à la DOC EN578-093429/C et EN578-093429/D

Pouvez-vous nous confirmer que dans le cas où un groupe de 4 apprenants qui doit commencer sa formation dans quelques jours perd un candidat et "tombe" à 3 apprenants, cette formation/ce groupe sera annulé. Dans un tel cas, comment comptez-vous compenser le fournisseur?

Réponse 51

Tel qu'indiqué à la clause 13 - Annulation et report de la formation avant le début de la formation ainsi que l'article 2.- Frais d'annulation et de report de l'annexe B - Base de paiement, si l'institution fédérale (ou l'utilisateur désigné) donne un préavis de 10 jours ouvrables ou plus avant le début de la formation, le Canada n'aura pas d'obligation envers l'offrant. Si l'avis est expédié moins de dix jours ouvrables avant le début de la formation, l'utilisateur désigné devra payer au fournisseur 100% de la valeur initiale de la prochaine session inscrite sur la commande subséquente pour l'apprenant en question et la formation de groupe pourra avoir lieu avec les 3 apprenants restants.

Question 52

Comptez-vous accorder aux détenteurs d'OC, des budgets proportionnels à leur offre en termes de volume et qui leur permettront de combler la capacité en volume offerte par ces derniers ? Cette capacité comprend aussi leurs investissements sur le plan des ressources humaines afin d'offrir et de gérer les services.

Réponse 52

Non, il n'y aura aucun budget proportionnel accordé aux détenteurs d'OC.

Question 53

--page 8 : section 1 : offre technique : expliquez 4 copies papier et 1 copie électronique sur cd.

--section II :expliquez : offre financière (2 copies papier).

--section III :expliquez: attestations (1 copie Papier)

--Expliquez : b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

--page 9 : expliquez l'offre financière.

Réponse 53

- a) Section I: L'offrant doit soumettre 4 copies (exemplaires) papier de leur offre technique et une copie sur CD conformément aux instructions décrites dans la DOC à la Section I: Offre technique.

Section II: L'offrant doit soumettre 2 copies (exemplaires) papier de son offre financière conformément aux instructions décrites dans la DOC à la section II: Offre financière.

Section III: L'offrant doit soumettre 1 copie (exemplaire) papier des attestations conformément aux instructions décrites dans la DOC à la Section III.

- b) L'offrant devrait utiliser dans son offre, le même système de numérotation que celui utilisé dans la DOC. Par exemple: Pour répondre au critère technique d'évaluation obligatoire TO1 - Capacité de l'offrant, l'offrant devrait indiquer dans son offre technique la numérotation TO1 devant l'information fournie par l'offrant pour répondre au critère technique obligatoire TO1.
- c) La section II - Offre financière et la pièce-jointe 1 de la Partie 3 - Barème de prix donnent des instructions claires sur l'information que l'offrant doit fournir dans son offre financière.

Question 54

Les meilleures pratiques et les défis du programme en cours.

Réponse 54

Cette question ne concerne pas le processus de Demande d'offres à commandes en cours. Pour votre information, vos questions pourront être adressées prochainement (début 2013) lorsque nous publierons la Demande de renseignements (DDR) sur la stratégie nationale des services de formation linguistique.

Question 55

Taux de réussite du test SLE lors du premier essai et la moyenne du nombre d'heures qu'un apprenant doit assister afin d'obtenir le niveau requis.

Réponse 55

Nous n'avons pas ces statistiques.

Question 56

program evaluation - what will you measure in order to determine if a service provider is meeting the SO standards.

Réponse 56

Voir l'Appendice 5 - Rapport d'évaluation de l'enseignement de l'Annexe A - Énoncé des travaux.

Question 57

Que croyez-vous être le plus grand défi pour un nouveau fournisseur potentiel ?

Réponse 57

Voir réponse 54.

Question 58**Cette question s'adresse à la DOC EN578-093429/D**

Pourriez-vous nous expliquer pourquoi au TO1 (PW-\$\$ZF-505-2505) pour les champs 4 et 5 qui sont des formations qui vont être livrées à l'institution fédérale, vous demandez à l'offrant de démontrer sa capacité à pouvoir livrer ces formations (nombre de salles, installations...)?

Réponse 58

Le TO1 a été modifié.

Voir modification 9 à la Partie B-2 adressant les modifications de la DOC EN578-093429D

Question 59

Pour les conseillers pédagogiques : est-ce un combiné d'expérience en supervision et en enseignement est possible? Aucun scénario de la sorte n'a été proposé. Supposons qu'un conseiller a commencé à faire de la supervision depuis 2009 mais il a avant cela enseigné. Quel nombre de points lui sera-t-il octroyé?

Réponse 59

Oui c'est possible. Voir le critère technique obligatoire TO 2.3.1.2 c) et le critère technique TC 2.1.3.

Question 60

Vu la quantité de travail que ces OC demandent, serai-t-il possible de reporter la date de fermeture?

Réponse 60

La date de fermeture a été repoussée au 8 janvier 2013.

Question 61

TO 2.3.1

Il est mentionné "Comme preuve de scolarité l'offrant doit présenter pour chacun des conseillers..un doc original OU une copie certifiée conforme à l'original par l'OFFRANT, il n'est donc pas obligatoire de les faire certifier par un notaire est-ce exact ?

Réponse 61

C'est exact.

Question 62

TC4.2 Points pour stationnement gratuit (champs de travail 1, 2, 7 et 8) et TC3.2 (champs de travail 3A, 3B, 3C, 3D, 5, 9A, 9B, 9C, 9D et 10).

Vous accordez 10 points pour un stationnement gratuit : pourriez-vous spécifier le nombre de places exigé (nombre de voitures) car un fournisseur ayant 1 ou 3 ou 5 ou 30 places pourrait obtenir le même nombre de points. De plus, si vous exigez 30 places et que l'offrant a 60 étudiants ou plus qui veulent un stationnement, comment se fera l'attribution des places ? (Nous avons déjà eu ce problème car tous les étudiants voulaient un stationnement gratuit puisqu'ils payaient leurs cours aux mêmes taux.)

Il serait préférable d'éliminer cette compensation en points ne serait-ce que pour les raisons écologiques spécifiées à la partie 3 : " En avril 2006 le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères prennent les mesures...pour INCORPORER les facteurs ENVIRONNEMENTAUX dans le processus d'approvisionnement..."

Réponse 62

Voir modification 9 de la Partie B1 pour la DOC EN578-093429/C

Voir modification 12 de la Partie B2 pour la DOC EN578-093429/D

Voir modification 11 et 12 de la Partie B3 pour la DOC EN578-093429/E

Question 63**Cette question s'adresse à la DOC EN578-093429/E**

Pour les champs 7 et 8, la capacité minimale de 10 apprenants est-elle pour chaque champ ou pour les 2 ? (7 et 8) Faut-il un conseiller pour les 2 ou un pour chaque champ?

Réponse 63

Tel qu'indiqué à l'article 1.1 - Participation à la DOC, chaque champ de travail doit être considéré comme distinct et sera évalué de façon indépendante, sans égard aux autres champs de travail pour lesquels une offre a été présentée par l'offrant.

La capacité minimale est donc de 10 apprenants par champ de travail.

Il est possible d'avoir un seul conseiller pour les deux champs de travail si le ratio du TO 2.1 est respecté.

Question 64

Cette question s'adresse à la DOC EN578-093429/D

Vous avez changé le critère TO2.1 : vous acceptez un conseiller principal pour 50 groupes mais au critère précédent (TO1) vous demandez comme capacité minimale 100 groupes pour les champs 4 et 6 ?

- a) Pour soumissionner au champs 4, faut-il présenter 2 conseillers au minimum ou 1 ?
- b) Pour soumissionner au champ 6 faut-il présenter 2 autres conseillers ou 1 ?
- c) En résumé , peut-on soumissionner pour 50 groupes avec 1 conseiller principal et 1 substitut pour les champs 4 et 6 ?(25 groupes pour le français et 25 groupes pour l'anglais)

Réponse 64

- a) Nous présumons que votre question fait référence aux conseillers pédagogiques principaux. Pour répondre au critère technique obligatoire TO 2.1, si l'offrant présente une offre pour le champ de travail 4 qui requiert une capacité minimum de 100 groupes, l'offrant doit proposer un conseiller pédagogique principal pour chaque tranche de 50 groupes. Dans votre exemple, l'offrant doit proposer 2 conseillers pédagogiques principaux pour répondre à une capacité de 100 groupes.
- b) Nous présumons que votre question fait référence aux conseillers pédagogiques principaux. Pour répondre au critère technique obligatoire TO 2.1, si l'offrant présente une offre pour le champ de travail 6 qui requiert une capacité minimum de 100 groupes, l'offrant doit proposer un conseiller pédagogique principal pour chaque tranche de 50 groupes. Dans votre exemple, l'offrant doit proposer 2 conseillers pédagogiques principaux pour répondre à une capacité de 100 groupes.
- c) Chaque champ doit être considéré comme distinct et sera évalué de façon indépendante, sans égard aux autres champs de travail pour lesquels une offre est présentée. Pour le champ de travail 4, l'offrant doit avoir une capacité minimale de 100 groupes et nécessite 2 conseillers pédagogiques principaux et 1 conseiller pédagogique substitut. Pour le champ de travail 6, l'offrant doit également avoir une capacité minimale de 100 groupes et nécessite 2 conseillers pédagogiques principaux et 1 conseiller pédagogique substitut.

Question 65

Cette question s'adresse à la DOC EN578-093429/E

Est-ce que TPSGC accepte de modifier l'article 5.2.1.1, page 88, comme suit : enlever l'exigence relative au 1) projecteur multimédia ou l'équivalent et à 2) l'écran mural de 70 x 70.

Généralement, dans un environnement de formation individuelle, le bureau d'apprentissage est doté d'un tableau blanc, qui mesure habituellement 40 po x 30 po. Par ailleurs, plutôt que d'utiliser un projecteur multimédia, nous nous servons d'un écran d'ordinateur pour visualiser le contenu en ligne ou les vidéos.

TPSGC accepterait-il de modifier cette exigence pour la formation individuelle uniquement?

Réponse 65

Dans la version anglaise seulement, à l'article 6.2.1.1. - Computer Equipment de la Section II de l'annexe A-1 - Énoncé des travaux , remplacer le:

- 2200-to 3500-lumen XGA multimedia projector or equivalent et
- 70 x 70 wall screen

Par:

a 19-inch minimum screen

Voir modification 13 de la Partie B-3 de la DOC EN578-093429/E

Question 66

Cette question s'adresse à la DOC EN578-093429/C ET EN578-093429/D

Les mesures s'appliquant aux salles de groupe semblent légèrement excessives pour des groupes correspondant aux tailles indiquées.

TPSGC accepterait-il de modifier l'exigence de manière à ce que la dimension des salles passe de 300 pieds carrés à 270 pieds carrés?

Réponse 66

Aucun changement aux DOC.

Question 67

Cette question s'adresse à toutes les DOC. Vous exigez des copies certifiées conformes aux originales des diplômes et insérées dans chaque copie de toutes les soumissions. Cela veut dire que si on dépose 3 soumissions (5 copies pour chaque soumission) avec un minimum de conseillers pédagogiques, cela va faire un minimum de 30 copies certifiées (ce nombre peut être triplé si on propose le maximum de conseillers pédagogiques). Vous savez que pour faire certifier une copie ça coûterait approximativement 25.00 \$, ce qui veut dire que le coût peut varier entre 750.00 \$ et 2250.00 \$. Nous nous demandons si cela est nécessaire alors que nous ne savons même pas si nous gagnerons ces OC. Ne serait-il pas plus facile de vous fournir des photocopies des diplômes (sans certification) et si nous réussissons les OC, nous vous soumettrons les diplômes originaux ou les copies certifiées conformes?

Réponse 67

Tel qu'il est indiqué aux critères techniques obligatoire TO2, POINT 2.3.1, l'offrant a le choix de fournir une copie certifiée conforme à l'original par l'offrant OU par un commissaire à l'assermentation. Il n'est donc pas obligatoire de fournir une copie certifiée notariée.

Tel que répondu à la question 20 de la modification précédente à la DOC, si vous faites références à chacune des DOC, une copie certifiée devra être annexée à chacune des DOC donc, 3 copies certifiées en tout.

Question 68

Est-il possible d'ajouter des sous-traitants en cours de route ? Quand est-ce que les sous-traitants sont autorisés et quand doivent-ils arriver dans le portrait ? Doivent-ils être enregistrés avant la fin de l'appel d'offres ?

Réponse 68

Vous réferez à l'article 06 - Contrats de sous-traitance des conditions générales 2035 (2012-11-19).

Question 69

Cette question s'adresse à la DOC EN578-093429/E

Regarding PRTC1 for Solicitation No. EN578-093429/E

You are asking for proof of experience since 2000 for maximum points. What happens if the client no longer works for the department and their records no longer exist. Is there another way to prove this experience? (e.g. paid invoices?)

This is an example of an answer that I received by email.

"No, sorry - my records would have been destroyed by now I'm sure.

Why do you need the information?

Do you know who I could speak to that could verify the number of hours and the dates of your language training in 2004 with Health Canada?

Réponse 69

Vous réferez à la réponse 7 des modifications précédentes à la DOC.

Question 70

Cette question s'adresse à la DOC EN578-093429/E

Critère TO 2.3.1, page 21

« depuis janvier 2007, un minimum d'une (1) année d'expérience dans la supervision d'au moins deux (2) ressources enseignantes en même temps ayant offert des cours à temps plein de français ou d'anglais langue seconde aux adultes, en enseignement individuel ou de groupe. Une (1) année d'expérience pour la formation à temps plein est l'équivalent d'au moins 30 heures par semaine, réparties sur une période d'au moins 40 semaines par année de 12 mois consécutifs. »

Solicitation No. - N° de l'invitation

EN578-093429/E

Amd. No. - N° de la modif.

003

Buyer ID - Id de l'acheteur

505zf

Client Ref. No. - N° de réf. du client

20093429

File No. - N° du dossier

505zfEN578-093429

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Faut-il proposer un conseiller pédagogique ayant supervisé deux (2) ressources (qui détiennent chacune une [1] année d'expérience de l'enseignement)?

Ou

Faut-il proposer un conseiller pédagogique ayant supervisé deux (2) ressources (en même temps qu'il ou elle a offert de la formation pendant une [1] année? Dans l'affirmative, combien d'expérience les ressources doivent-elles détenir?

Réponse 70

La définition d'une année d'expérience pour la formation à temps plein pour le TO 2.3.1 a) est l'équivalent d'au moins 30 heures par semaine, réparties sur une période d'au moins 40 semaines par année de 12 mois consécutifs. Le conseiller pédagogique doit avoir supervisé au moins deux ressources enseignantes en même temps alors qu'ils livraient de la formation à temps plein tel que défini ici.

Solicitation No. - N° de l'invitation
EN578-093429/E
Client Ref. No. - N° de réf. du client
20093429

Amd. No. - N° de la modif.
003
File No. - N° du dossier
505zfEN578-093429

Buyer ID - Id de l'acheteur
505zf
CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

PARTIE B-3 - MODIFICATION À LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES EN578-093429/E

Modification 7

Enlever le TO 1 - Capacité de l'offrant de la Pièce-jointe 1 de la PARTIE 4 en entier et le remplacer par:

TO 1	Capacité de l'offrant
Pour répondre à ce critère, l'offrant doit fournir, au minimum, les informations suivantes :	
<u>Pour la formation donnée en institution fédérale:</u>	
Capacité en volume de l'offrant (capacité totale d'apprenants que l'offrant propose de former <u>concurrentement pendant la période de l'OC, y compris les périodes de prolongation</u>). <u>Pour que son offre soit considérée recevable, un offrant doit avoir une capacité minimale de 10 apprenants.</u>	
<u>Pour la formation donnée chez l'offrant:</u>	
1. Capacité en volume de l'offrant (capacité totale d'apprenants que l'offrant propose de former concurrentement pendant la période de l'OC, y compris les périodes de prolongation). Pour que son offre soit considérée recevable, un offrant doit avoir une capacité minimale de 10 apprenants.	
2. Quantité de salles de classe offertes. Les quantités de salles de classe doivent correspondre à la capacité (volume) stipulée par l'offrant pour répondre au point 1 ci-dessus et satisfaire aux exigences décrites à l'article 6.2 Installation de l'offrant dans la Section II-1 de l'annexe A - Énoncé des travaux. Par exemple, si l'offrant stipule une capacité de 20 apprenants, la quantité de salles de classe doit aussi être égale à 20.	
3. Quantité d'installations offertes et leur emplacement, ainsi que la quantité de salles de classes par emplacement.	
<u>L'offrant est tenu d'indiquer dans son offre sa capacité pour la formation qui aura lieu en institution fédérale ET sa capacité pour la formation offerte dans ses locaux pour chacun des champs de travail pour lequel il présente une offre.</u>	

Modification 8

Enlever le TO 1 - Capacité de l'offrant de la Pièce-jointe 2 de la PARTIE 4 en entier et le remplacer par:

TO 1	Capacité de l'offrant
Pour répondre à ce critère, l'offrant doit fournir, au minimum, les informations suivantes :	
1. Capacité en volume de l'offrant (capacité totale d'apprenants que l'offrant propose de former concurrentement pendant la période de l'OC, y compris les périodes de prolongation). Pour que son offre soit considérée recevable, un offrant doit avoir la capacité minimale suivante, selon le champ pour lequel l'offre est soumise :	
a. Champ 9A : 100 apprenants.	

- b. Champ 9B : 20 apprenants.
- c. Champ 9C : 20 apprenants.
- d. Champ 9D : 20 apprenants.
- e. Champ 10 : 100 apprenants.

En plus du point 1 ci-dessus, l'offrant doit fournir l'information ci-dessous pour la formation donnée chez l'offrant:

2. Quantité de salles de classe offertes. Les quantités de salles de classe doivent correspondre au minimum à une cinquième (1/5) de la capacité (volume) stipulée par l'offrant pour répondre au point 1 ci-dessus et satisfaire aux exigences décrites à l'article 6.2 Installations de l'offrant de la section II-2 de l'annexe A - Énoncé des travaux. Par exemple, si l'offrant stipule une capacité de 100 apprenants, la quantité de salles de classe doit être égale à 20. L'offrant s'engage à fournir la quantité de salles de classe indiquée dans l'offre tout au long de la durée de l'offre à commandes et des commandes subséquentes qui en découleront.

3. Quantité d'installations offertes et leur emplacement, ainsi que la quantité de salles de classes par emplacement.

L'offrant est tenu d'indiquer dans son offre sa capacité pour la formation qui aura lieu en institution fédérale et sa capacité pour la formation offerte dans ses locaux pour chacun des champs de travail pour lequel il présente une offre.

Modification 9

Enlever le paragraphe suivant dans l'article 2.1 de TO 2 Conseiller Pédagogique de l'offrant:

" Le conseiller pédagogique principal ne peut être proposé comme conseiller pédagogique substitut (et vice versa)."

et le remplacer par:

" Le conseiller pédagogique principal ne peut être proposé comme conseiller pédagogique substitut (et vice versa) dans le même champ de travail."

Modification 10

Enlever le paragraphe de 2.3 a) de TO2 Conseiller pédagogique de l'offrant et le remplacer par:

" a) depuis janvier 2007, un minimum d'une (1) année d'expérience dans la supervision d'au moins deux (2) ressources enseignantes en même temps ayant offert des cours à temps plein de français et/ou d'anglais langue seconde aux adultes, en enseignement individuel ou de groupe. Une (1) année d'expérience de supervision est l'équivalent d'au moins 30 heures par semaine, réparties sur une période d'au moins 40 semaines par année de 12 mois consécutifs. Un cours à temps plein correspond à un minimum de 30 heures par semaine."

Modification 11

Enlever le TC 4.2 de la Pièce-jointe 1 de la PARTIE 4 en entier et le remplacer par:

TC 4.2	<p>L'installation ou les installations proposées par l'offrant sont desservies par une aire de stationnement* gratuit ou payant, à une distance d'un maximum de 0.50 km de l'installation proposée.</p> <p>Le(s) stationnement(s) ne doivent avoir aucune liste d'attente et/ou si un permis de stationnement est requis, peut être obtenu à l'intérieur d'un mois avant la date de début de la formation.</p> <p>Pour fins d'évaluation, le(s) stationnement(s) dans la rue ne seront pas considérés comme étant une aire de stationnement acceptable.</p> <p><u>* Pour être jugée recevable, l'aire de stationnement doit contenir au minimum, un nombre de places disponibles équivalent à la capacité de l'offrant en réponse au critère technique obligatoire TO1.</u></p>	<p>L'offre devrait inclure l'information suivante:</p> <p>a) l'adresse du/des stationnement(s) identifié(s);</p> <p>b) la distance du/des stationnement(s) en fonction des installations proposées;</p> <p>c) si le stationnement est payant et/ou gratuit, et</p> <p>d) pour les stationnements exigeant un permis, si le permis peut être obtenu à l'intérieur d'un mois avant le début de la formation.</p>	<p>Pour le TC 4.2, les points (pts) seront attribués comme suit :</p> <p>Pour un stationnement gratuit : 10 points</p> <p>Pour un stationnement payant : 5 points</p> <p>Si l'offrant a plus d'une installation, chacune des installations sera évaluée et la somme des points obtenus sera divisée par le nombre des installations.</p> <p>Maximum 10 points</p>
---------------	---	--	---

Modification 12**Enlever le TC 3.1 de la Pièce-jointe 2 de la PARTIE 4 en entier et le remplacer par:**

TC 3.1	<p>L'installation ou les installations proposées par l'offrant sont desservies par une aire de stationnement* gratuit ou payant, à une distance d'un maximum de 0.50 km de l'installation proposée.</p> <p>Le(s) stationnement(s) ne doivent avoir aucune liste d'attente et/ou si un permis de stationnement est</p>	<p>L'offre devrait inclure l'information suivante:</p> <p>a) l'adresse du/des stationnement(s) identifié(s);</p> <p>b) la distance du/des stationnement(s) en fonction des installations proposées;</p>	<p>Pour le TC 3.1, les points (pts) seront attribués comme suit :</p> <p>Pour un stationnement gratuit : 10 points</p> <p>Pour un stationnement payant : 5 points</p> <p>Si l'offrant a plus d'une installation, chacune des installations sera évaluée et</p>
---------------	---	---	--

<p>requis, peut être obtenu à l'intérieur d'un mois avant la date de début de la formation.</p> <p>Pour fins d'évaluation, le(s) stationnement(s) dans la rue ne seront pas considérés comme étant une aire de stationnement acceptable.</p> <p><u>* Pour être jugée recevable, l'aire de stationnement doit contenir au minimum, un nombre de places disponibles équivalent à 1/5 de la capacité de l'offrant en réponse au critère technique obligatoire TO1.</u></p>	<p>c) si le stationnement est payant et/ou gratuit, et</p> <p>d) pour les stationnements exigeant un permis, si le permis peut être obtenu à l'intérieur d'un mois avant le début de la formation.</p>	<p>la somme des points obtenus sera divisée par le nombre des installations.</p> <p>Maximum 10 points</p>
---	--	---

Modification 13

Dans la version anglaise de la DOC EN578-093429/E, **enlever** l'article 6.2.1.1. - Computer Equipment de la Section II de l'Annexe A-1 - Énoncé des travaux et la **remplacer par**:

6.2.1.1 Computer Equipment

Each classroom must have one (1) computer and operational equipment that meets the following minimum technical requirements:

- PC-compatible Pentium 2 GHz computer with mouse and keyboard
- Windows 2000, XP or Vista
- 500 MB of RAM for 2000 and XP / 2 GB of RAM for Vista
- 60-GB hard disk
- Video card with minimum 800 X 600 resolution
- 16-bit sound card with speakers
- Quick Time Player®
- Flash Player®
- Java
- DVD drive
- a 19-inch minimum screen
- Internet access, Internet Explorer 6.x or later or Firefox 3.x or later
- Printer, ink and paper (however, it is also acceptable for the Offeror to have one printer with sufficient ink and paper to serve several classrooms, possibly located outside the classrooms)

Moreover, the Offeror may provide the learners with wireless internet access, allowing learners to use their mobile devices to access the training programs of the School.

Modification 14

À l'article 1 - Instructions, clauses et conditions uniformisées de la PARTIE 2:

Supprimer le troisième paragraphe: 2006 (2012-07-11) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens et services - besoins concurrentiels sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Et le remplacer par: 2006 (2012-11-19) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens et services - besoins concurrentiels sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Modification 15

À l'article 3.1 - Conditions générales de la PARTIE 7-A:

Supprimer le 1er paragraphe : 2005 (2012-07-16), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

Et le remplacer par: 2005 (2012-11-19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

Modification 16

À l'article 2.1 - Conditions générales de la PARTIE 7-B:

Supprimer le 1er paragraphe : 2035 (2012-07-16), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

Et le remplacer par: 2035 (2012-11-19), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

TOUTES AUTRES CLAUSES ET CONDITIONS DEMEURENT INCHANGÉES